



**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

**ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE DU SECRÉTARIAT
DE L'OMC DANS LE DOMAINE DES ADPIC**

NOTE DU SECRÉTARIAT

Le présent document, établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité, est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits ou obligations dans le cadre de l'OMC.

Le présent document rend compte des activités de coopération technique menées par le Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dans le domaine des ADPIC entre le 1^{er} octobre 2019 et le 30 septembre 2020. Il traite des activités qui concernent spécifiquement la propriété intellectuelle et l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), ainsi que des contributions à d'autres activités qui, même plus générales, font une place importante à la propriété intellectuelle ou aux ADPIC. Il fait suite au précédent rapport adressé au Conseil des ADPIC, reproduit sous la cote IP/C/W/658, daté du 4 octobre 2019. La présente note donne un aperçu général de ces activités. De plus amples renseignements sur chaque activité figurent dans l'annexe I.

1 PRINCIPALES ORIENTATIONS, TENDANCES ET ÉVOLUTIONS

1. Les activités de coopération technique mises en œuvre par le Secrétariat de l'OMC dans le domaine des ADPIC ont pour objectif d'aider les Membres et les observateurs à réaliser leurs objectifs de développement et d'autres objectifs de politique intérieure, dans des domaines tels que l'innovation et la politique industrielle, la santé, les questions réglementaires, la politique de la concurrence et la protection de l'environnement, par le biais de leur régime de commerce extérieur et de propriété intellectuelle, en fonction de la situation nationale et des besoins prioritaires. Ces activités visent également à renforcer la capacité des Membres à participer pleinement aux travaux à l'OMC sur les questions liées aux ADPIC et à évaluer les questions qui font l'objet d'un examen.

2. Pendant la période considérée, les activités de coopération technique du Secrétariat concernant les ADPIC ont continué à avoir pour but d'aider les Membres et les observateurs à comprendre leurs droits et leurs obligations au titre de l'Accord. De plus, les Membres et les observateurs ont continué de recevoir une aide sur mesure concernant les notifications et les examens de leur législation nationale. Les activités sont déterminées essentiellement par la demande des pays en développement et des PMA Membres, ainsi que des gouvernements qui préparent leur accession à l'OMC.

3. Fait nouveau récent, depuis l'entrée en vigueur du Protocole portant amendement de l'Accord sur les ADPIC en janvier 2017, les activités se concentrent de plus en plus sur la mise en œuvre du Protocole au niveau national et sur la promotion de l'utilisation du système de licences obligatoires spéciales en tant qu'outil d'achat efficace pour assurer l'accès à des médicaments abordables. En juillet 2020, le Secrétariat a organisé un atelier national à l'intention du Vanuatu qui mettait l'accent sur l'acceptation du Protocole portant amendement de l'Accord sur les ADPIC et du système

de licences obligatoires spéciales. En outre, en 2020, pour favoriser le dialogue entre les pays développés et les PMA Membres, le Secrétariat a organisé le deuxième atelier sur la mise en œuvre de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC auquel ont participé des fonctionnaires des PMA et des pays développés Membres présentant des rapports venus des capitales, ainsi que des délégués en poste à Genève.

4. Les Membres et les observateurs ont identifié toute une série de problématiques et d'intérêts relatifs à la propriété intellectuelle et à l'Accord sur les ADPIC. En conséquence, les activités de coopération technique sont devenues de plus en plus adaptées aux besoins spécifiques d'un Membre, d'un observateur ou d'une région. Le Secrétariat a réagi en adoptant une approche toujours plus globale, reconnaissant la situation de l'Accord sur les ADPIC et les choix de politique générale liée aux ADPIC comme partie intégrante du cadre général des politiques, et faisant appel à des compétences plus larges. L'intégration systématique d'études de cas dans le programme de chaque activité va dans le sens de cette approche, du fait de l'accent mis sur la recherche de solutions concrètes aux problématiques transversales actuelles. En outre, l'assistance technique répond au besoin concret des décideurs de comprendre l'interface entre l'Accord sur les ADPIC et d'autres Accords de l'OMC, comme l'Accord sur l'agriculture, l'Accord sur les obstacles techniques au commerce (OTC) et l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS). Cela requiert aussi une coopération plus étroite entre les différentes divisions du Secrétariat. Les études de cas présentées pendant les cours régionaux de politique commerciale, les cours avancés de politique commerciale et l'atelier annuel sur le commerce et la santé publique – et leur plébiscite par les participants ainsi que la demande élevée persistante – confirment la mise en œuvre réussie de cette approche intégrée et interdisciplinaire.

5. Pendant toute la période considérée, la coopération technique dans le domaine des ADPIC a continué d'inclure des séances de formation concernant les mécanismes de transparence et le suivi dans le domaine des ADPIC. À la suite du lancement en février 2019 du système de présentation e-TRIPS, un outil en ligne permettant aux Membres de soumettre des notifications, des documents d'examen et des rapports liés à l'Accord sur les ADPIC, le Secrétariat a assuré des séances de formation sur demande concernant les mécanismes de transparence dans le domaine des ADPIC et l'utilisation du système de présentation e-TRIPS.

6. Il a également été demandé au Secrétariat d'organiser des séances consacrées aux ADPIC dans le cadre de programmes d'études, de cours de formation, de séminaires et d'ateliers organisés par une série de partenaires basés à Genève, dans des capitales nationales et dans des centres régionaux.

7. La complémentarité et la coopération avec d'autres organisations intergouvernementales continuent d'être assurées, comme cela est expliqué plus en détail ci-après. Un atelier sur le commerce et la santé publique, organisé en novembre 2019 par l'OMC en étroite collaboration avec les secrétariats de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) au profit d'un groupe hétérogène de fonctionnaires chargés de la santé publique, du commerce et de la propriété intellectuelle, illustre cette approche globale et interdisciplinaire, qui transparaît également dans la demande croissante pour des activités transversales de renforcement des capacités dans ce domaine aux niveaux tant national que régional.

2 RESSOURCES DANS LE DOMAINE DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE

8. L'OMS, l'OMPI et l'OMC ont lancé en juillet 2020 la deuxième édition de l'étude trilatérale intitulée "Promouvoir l'accès aux technologies médicales et l'innovation: Intersections entre la santé publique, la propriété intellectuelle et le commerce".¹ Faisant fond sur la première édition lancée en 2013, la publication a pour but de mieux faire connaître les interactions entre les domaines d'action distincts que sont la santé, le commerce et la propriété intellectuelle, et leur incidence sur l'innovation et l'accès aux technologies médicales, telles que les médicaments, les vaccins et les dispositifs médicaux. La deuxième édition offre une base améliorée, fondée sur des données factuelles, pour permettre un débat d'orientation et une prise de décisions éclairée à un moment critique pour la santé mondiale. Une section consacrée à la COVID-19 au début de la publication donne un aperçu factuel des développements et des mesures prises pour faire face à la pandémie de COVID-19, qui a commencé après l'achèvement du travail sur la deuxième édition de l'étude. Elle

¹ https://www.wto.org/french/res_f/publications_f/who-wipo-wto_2020_f.htm.

guide le lecteur vers les parties de l'étude qui ont un rapport direct avec les questions soulevées pendant la pandémie.

9. En septembre 2020, l'OMC a lancé la deuxième édition d'un manuel sur l'Accord sur les ADPIC.² La nouvelle édition sert de ressource essentielle pour toutes les activités de coopération technique concernant les ADPIC et comprend un examen à jour des questions actuelles liées aux ADPIC débattues tant au Conseil des ADPIC que dans le cadre d'autres processus d'orientation multilatéraux en dehors de l'OMC; une analyse détaillée des renseignements non divulgués, de la concurrence déloyale et des pratiques anticoncurrentielles; un guide remanié et actualisé des mécanismes de transparence dans le domaine des ADPIC qui est à l'origine du lancement du système de présentation e-TRIPS en 2019; les principales constatations formulées dans des rapports de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel de l'OMC portant sur l'Accord sur les ADPIC; les nouvelles décisions concernant les ADPIC adoptées depuis 2011 par le Conseil des ADPIC et le Conseil général; et les nouvelles décisions concernant les ADPIC adoptées depuis 2011 par la Conférence ministérielle.

10. Pendant la période considérée, l'OMPI et l'OMC ont conjointement publié les neuvième et dixième éditions de la publication WIPO-WTO Colloquium Papers, un journal universitaire à comité de lecture produit par le WIPO-WTO Colloquium (colloque OMPI-OMC) pour les professeurs en propriété intellectuelle.³ Le journal constitue un recueil des contributions des participants aux divers sujets débattus aux colloques ce qui permet à ceux qui n'ont pas eu la possibilité d'y assister d'en prendre connaissance et contribue à stimuler les échanges intellectuels qui caractérisent ce type de rencontres. Il vise à alimenter l'analyse et le débat sur les questions de propriété intellectuelle qui présentent un intérêt particulier pour les pays en développement Membres.

11. Le système de présentation e-TRIPS, un outil en ligne optionnel permettant aux Membres de l'OMC de soumettre des notifications, des documents d'examen et des rapports liés à l'Accord sur les ADPIC, et le portail e-TRIPS, une base de données contenant l'ensemble des renseignements liés aux ADPIC gérés par le Secrétariat, ont continué de servir de ressources essentielles pour toutes les activités de coopération technique portant sur les mécanismes de transparence et le suivi dans le domaine des ADPIC.⁴

3 SÉMINAIRES, ATELIERS, COURS DE FORMATION ET AUTRES ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE CONCERNANT LES ADPIC

12. Pour marquer les 10 années de coopération entre l'OMC, l'OMS et l'OMPI, l'OMC a accueilli en octobre 2019 un symposium technique intitulé "Technologies médicales de pointe – possibilités et défis". Le symposium technique s'est penché sur la question de savoir dans quelle mesure les avancées scientifiques et les progrès des technologies de la santé ont contribué à une amélioration sans précédent des résultats en matière de santé. Il a en outre mis en lumière des défis importants tels que la répartition inégale des gains en termes d'espérance et de qualité de vie entre les pays à revenu faible, moyen et élevé, ainsi que les inégalités persistantes à l'intérieur des pays. Entre autres sujets, les intervenants ont débattu des travaux de recherche axés sur les besoins, des avancées technologiques portant sur des maladies spécifiques et d'un accès abordable à de nouveaux traitements.

13. Depuis le lancement en février 2019 du système de présentation e-TRIPS, un outil en ligne permettant aux Membres de l'OMC de soumettre des notifications, des documents d'examen et des rapports liés à l'Accord sur les ADPIC, l'OMC a assuré des séances de formation informelles *ad hoc* à la demande des Membres. De plus, le Secrétariat a organisé une formation sur les mécanismes de transparence concernant les ADPIC et le portail e-TRIPS en octobre 2019, ainsi que sur les prescriptions en matière de transparence de l'Accord sur les ADPIC et sur le système de présentation e-TRIPS en juillet 2020.

14. Le 15^{ème} atelier sur le commerce et la santé publique, qui a été organisé par l'OMC en étroite collaboration avec les secrétariats de l'OMS et de l'OMPI, a eu lieu en novembre 2019. L'atelier a permis d'aborder divers aspects des politiques ayant un effet sur la santé publique, ainsi que leurs liens avec les dispositions des Accords de l'OMC et d'autres accords et traités pertinents. Trente intervenants issus d'organisations internationales, du secteur privé et de la société civile ont fait

² https://www.wto.org/french/tratop_f/trips_f/ta_modules_f.htm.

³ https://www.wto.org/french/tratop_f/trips_f/colloquium_publication_f.htm.

⁴ https://www.wto.org/french/tratop_f/trips_f/etrips_f.htm.

part de leur expérience et ont animé des débats interactifs sur des thèmes transversaux reliant les accords commerciaux à des questions d'actualité, comme la résistance aux antimicrobiens et l'édition génomique. Pendant la semaine, les participants ont contribué activement aux études de cas et ont pu visiter le siège d'un fabricant de dispositifs médicaux.

15. Une séance d'information organisée par le Secrétariat de l'OMC à l'intention des nouveaux délégués à l'OMC pour les familiariser avec les travaux et la mission du Conseil des ADPIC a eu lieu en janvier 2020. La séance avait pour but d'aider les délégués à se préparer pour les réunions du Conseil des ADPIC et à se familiariser avec les divers outils en ligne qui permettent de recevoir, de communiquer et de consulter des informations liées aux ADPIC, dont le système de présentation e-TRIPS et le portail e-TRIPS.

16. En février 2020, l'OMC a tenu le deuxième atelier sur la mise en œuvre de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC (incitations au transfert de technologie vers les PMA), auquel ont été invités des délégués des PMA venus des capitales. Les rapports présentés par les pays développés, le mécanisme de transparence prévu à l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC, les domaines prioritaires de développement technologique dans les PMA, les projets pertinents pour ces domaines prioritaires et l'expérience des PMA en ce qui concerne les projets faisant l'objet de rapports au titre de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC ont été au cœur des discussions menées lors de cet atelier.

17. Comme les années précédentes, l'OMC a continué de tenir sa série de séminaires sur la propriété intellectuelle et la politique commerciale d'aujourd'hui, et a organisé en novembre 2019 un séminaire sur les technologies d'édition génomique, en février 2020, un séminaire sur la protection des marques non traditionnelles dans le droit international et comparatif de la propriété intellectuelle et, en juin 2020, un séminaire sur une nouvelle approche en matière de responsabilité des plates-formes Internet pour les atteintes portées au droit d'auteur.

18. L'OMC a organisé aussi un certain nombre d'ateliers nationaux sur les ADPIC à la demande de Membres ou d'observateurs. En octobre 2019, un atelier national de l'OMC sur les ADPIC a eu lieu au Bélarus et a porté sur les questions de propriété intellectuelle dans le contexte de l'accession de ce pays à l'OMC. En janvier 2020, à la demande de la Chine, l'OMC a participé au Forum 2020 sur le commerce mondial, l'innovation technologique et la propriété intellectuelle qui s'est tenu en Chine. En juillet 2020, l'OMC a organisé un atelier national sur les ADPIC qui a porté sur l'acceptation du Protocole portant amendement de l'Accord sur les ADPIC, et son application dans la législation nationale s'est effectuée à la demande du Vanuatu.

19. Comme il l'avait fait les années précédentes, le Secrétariat a tenu en septembre 2020 une séance d'information qui a porté sur l'examen des plaintes en situation de non-violation et des plaintes motivées par une autre situation dans le contexte de l'Accord sur les ADPIC ainsi que sur des questions connexes, telles que les plaintes en situation de non-violation ou motivées par une autre situation dans le cadre du GATT et de l'OMC, ainsi que dans les accords commerciaux régionaux.

4 ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE LIÉE AU COMMERCE COMPORTANT UN VOLET SUR LES ADPIC FOURNIES PAR L'OMC

20. L'Institut de formation et de coopération technique de l'OMC (IFCT) organise de nombreuses activités qui font une place importante aux ADPIC. Les deux cours avancés de politique commerciale qui ont été offerts pendant la période considérée comprenaient des modules sur diverses questions relatives aux ADPIC; une étude de cas transversale portant sur les politiques en matière de commerce, d'agriculture, de questions SPS et de propriété intellectuelle; ainsi qu'une visite à l'OMPI qui a permis aux participants de s'informer sur cette organisation, ses traités et ses activités. Le Secrétariat a proposé un module complet sur l'Accord sur les ADPIC dans le cadre des cours régionaux de politique commerciale de l'OMC, qui ont été organisés en partenariat avec l'École nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA) à Abidjan (Côte d'Ivoire) et l'University of International Business à Almaty (Kazakhstan). De plus, des volets concernant les ADPIC ont été incorporés à un programme de formation destiné aux stagiaires de l'IFCT dans le cadre du Programme de formation des Pays-Bas, du Programme franco-irlandais de stages pour les missions et du Programme de stages de coordonnateur régional, ainsi qu'à une semaine de formation et d'initiation à l'intention de la promotion 2019-2020 des jeunes professionnels de l'OMC.

21. Les cours d'apprentissage en ligne sont la première étape de la stratégie d'apprentissage progressif mise en œuvre par l'OMC. L'OMC offre actuellement quatre cours concernant les ADPIC sur sa plate-forme d'apprentissage en ligne: "Les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce", "Bref voyage dans les ADPIC", "Le droit d'auteur à l'OMC" et "Les brevets à l'OMC". Ces cours ont été élaborés suivant les toutes dernières approches pédagogiques et les méthodologies de conception de matériel d'apprentissage. Ce matériel inclut un large choix d'éléments et d'exercices multimédias et interactifs. De janvier à la mi-septembre 2020, 430 participants avaient été acceptés pour suivre les cours d'apprentissage en ligne sur les ADPIC. Pendant la période considérée, le Secrétariat de l'OMC a aussi organisé sur la plate-forme ECampus de l'OMC deux séances de conversations en ligne qui portaient sur les ADPIC.

22. Les cours d'apprentissage en ligne et ceux offerts sur la plate-forme ECampus de l'OMC sont dispensés tout au long de l'année en anglais, en français et en espagnol, et les participants peuvent accéder en ligne au matériel didactique, aux documents de référence et à des séances interactives (séminaires Web, séances de conversations en ligne et forums de discussion) ainsi qu'aux tests antérieurs et postérieurs. Un certificat est remis aux participants qui ont terminé avec succès un des cours d'apprentissage en ligne. Tout au long du cours, les participants bénéficient de l'aide d'un formateur et d'un soutien technique. Dans les invitations aux ateliers et aux activités d'assistance technique plus avancées consacrés à l'Accord sur les ADPIC, le Secrétariat donne la priorité aux candidats ayant terminé avec succès le cours d'apprentissage en ligne de l'OMC sur les ADPIC.

5 COOPÉRATION AVEC DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES ET D'AUTRES INSTITUTIONS

23. La coopération technique du Secrétariat de l'OMC dans le domaine des ADPIC inclut un grand nombre d'activités de coordination et de coopération avec d'autres organisations intergouvernementales (OIG) ainsi que d'autres institutions.

24. Comme le prévoit l'Accord de coopération de 1995 conclu entre l'OMPI et l'OMC, la coopération entre ces deux organisations continue d'être une composante essentielle de la coopération technique dans le domaine des ADPIC. L'Initiative conjointe OMPI-OMC concernant la coopération technique en faveur des pays les moins avancés, lancée en juin 2001, a renforcé encore davantage cette collaboration.

25. La collaboration trilatérale avec l'OMPI et l'OMS dans le domaine de la propriété intellectuelle et de la santé publique continue de favoriser une meilleure compréhension des liens entre santé publique, propriété intellectuelle et commerce, d'une manière plus générale, et d'améliorer la mise en œuvre concertée des politiques pertinentes dans ces domaines. Les partenaires trilatéraux et d'autres organismes multilatéraux sont régulièrement amenés à participer aux travaux sur les questions de santé publique, par exemple dans le contexte de l'Équipe spéciale interorganisations des Nations Unies pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles. Pendant la période considérée, les efforts de collaboration de l'OMPI, de l'OMS et de l'OMC ont abouti au symposium technique OMS-OMPI-OMC intitulé "Technologies médicales de pointe – possibilités et défis", que les directeurs généraux des trois organisations ont ouvert; au lancement de la deuxième édition de l'étude trilatérale intitulée "Promouvoir l'accès aux technologies médicales et l'innovation: intersections entre la santé publique, la propriété intellectuelle et le commerce (deuxième édition)"; et aux travaux en cours en vue d'actualiser et réviser un cours en ligne de l'OMPI, de l'OMS et de l'OMC intitulé "Promouvoir l'accès aux technologies médicales et l'innovation: intersections entre la santé publique, la propriété intellectuelle et le commerce", qui est offert par le Centre de formation en ligne de l'OMPI et administré par celle-ci dans le cadre de sa série de cours en ligne.

26. Les partenariats avec d'autres parties prenantes essentielles ont en outre été développés plus avant, y compris avec l'Organisation mondiale des douanes (OMD), la CNUCED, la CCNUCC, le HCDH, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'UPOV, Interpol, des organisations régionales comme l'OPS, l'Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO) et l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI), et un grand nombre d'associations de la société civile et du secteur privé, ainsi que des experts du milieu universitaire (notamment des experts régionaux issus des rangs des participants de plus en plus nombreux aux colloques).

27. Par exemple, la deuxième Conférence des chercheurs en propriété intellectuelle et innovation de l'Asie, qui a été organisée conjointement par l'OMPI, l'OMC, l'Universitas Indonesia, la Texas A&M University et l'Université de Genève, a eu lieu en février 2020 à Jakarta (Indonésie). La Conférence a porté sur des recherches empiriques et analytiques menées par des universitaires, axées sur le droit et les questions de politiques en lien avec la propriété intellectuelle en Asie, et en particulier sur les difficultés rencontrées par les décideurs des pays en développement de toute la région. Le Forum 2020 sur le commerce mondial, l'innovation technologique et la propriété intellectuelle, organisé conjointement par l'OMC, l'Académie chinoise du commerce international et de la coopération économique (CAITEC), l'Intellectual Property Development and Research Centre (Centre de développement et de recherche dans le domaine de la propriété intellectuelle) et l'Administration nationale chinoise de la propriété intellectuelle, a eu lieu en janvier 2020. Trente éminents experts du Secrétariat de l'OMC, du Bureau de l'OMPI en Chine, des ambassades de l'Union européenne et du Brésil à Beijing, des tribunaux de la propriété intellectuelle chinois, des autorités administratives de la propriété intellectuelle, des branches de production étrangères et nationales, des associations de consommateurs et du milieu universitaire ont été invités au Forum qui a réuni quelque 210 décideurs, chercheurs, diplomates et dirigeants industriels de toute la Chine. Le programme a porté sur un large éventail de questions liées aux DPI soulevées par l'économie des plates-formes qui étaient importantes pour le commerce, l'innovation, le bien-être des consommateurs et l'accès aux marchés pour les PME. Le Secrétariat de l'OMC a aussi contribué sur invitation à des activités, dont le Cours d'été sur la propriété intellectuelle de l'OMPI-Université de Genève, la Confederation of Indian Industry and Intellectual's Society of Entrepreneurship and Research Development (ISERDIndia) International Trade and IPRs Conference 2020 (Conférence 2020 de la Confédération de l'industrie indienne et de l'ISERDIndia (Intellectual's Society of Entrepreneurship and Research Development) sur le commerce international et les DPI), et le China European Trade and IP Policy Dialogue Event (Dialogue Chine-Europe sur les politiques en matière de commerce et de propriété intellectuelle).

ANNEX¹

Name of programme or project	Technical Symposium on Cutting-Edge Health Technologies: Opportunities and Challenges
Date and end date	31 October 2019 - 31 October 2019
Beneficiary Member(s) or observer(s)	Afghanistan; Albania; Algeria; Andorra; Angola; Antigua and Barbuda; Argentina; Armenia; Australia; Austria; Azerbaijan; Bahamas; Kingdom of Bahrain; Bangladesh; Barbados; Belarus; Belgium; Belize; Benin; Bhutan; Plurinational State of Bolivia; Bosnia and Herzegovina; Botswana; Brazil; Brunei Darussalam; Bulgaria; Burkina Faso; Burundi; Cabo Verde; Cambodia; Cameroon; Canada; Central African Republic; Chad; Chile; China; Colombia; Comoros; Congo; Costa Rica; Côte d'Ivoire; Croatia; Cuba; Curaçao; Cyprus; Czech Republic; Democratic Republic of the Congo; Denmark; Djibouti; Dominica; Dominican Republic; Ecuador; Egypt; El Salvador; Equatorial Guinea; Estonia; Eswatini; Ethiopia; European Union; Fiji; Finland; France; Gabon; The Gambia; Georgia; Germany; Ghana; Greece; Grenada; Guatemala; Guinea; Guinea-Bissau; Guyana; Haiti; Holy See; Honduras; Hong Kong, China; Hungary; Iceland; India; Indonesia; Iran; Iraq; Ireland; Israel; Italy; Jamaica; Japan; Jordan; Kazakhstan; Kenya; Republic of Korea; the State of Kuwait; Kyrgyz Republic; Lao People's Democratic Republic; Latvia; Lebanese Republic; Lesotho; Liberia; Libya; Liechtenstein; Lithuania; Luxembourg; Macao, China; Madagascar; Malawi; Malaysia; Maldives; Mali; Malta; Mauritania; Mauritius; Mexico; Republic of Moldova; Mongolia; Montenegro; Morocco; Mozambique; Myanmar; Namibia; Nepal; Netherlands; New Zealand; Nicaragua; Niger; Nigéria; North Macedonia; Norway; Oman; Pakistan; Panama; Papua New Guinea; Paraguay; Peru; Philippines; Poland; Portugal; Qatar; Romania; Russian Federation; Rwanda; Saint Kitts and Nevis; Saint Lucia; Saint Vincent and the Grenadines; Samoa; Sao Tomé and Príncipe; Kingdom of Saudi Arabia; Senegal; Serbia; Seychelles; Sierra Leone; Singapore; Slovak Republic; Slovenia; Solomon Islands; Somalia; South Africa; South Sudan; Spain; Sri Lanka; Sudan; Suriname; Sweden; Switzerland; Syria; The Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu; Tajikistan; Tanzania; Thailand; Timor-Leste; Togo; Tonga; Trinidad and Tobago; Tunisia; Turkey; Uganda; Ukraine; United Arab Emirates; United Kingdom; United States of America; Uruguay; Uzbekistan; Vanuatu; Bolivarian Republic of Venezuela; Viet Nam; Yemen; Zambia; Zimbabwe
Brief description	Under the title "Cutting-Edge Health Technologies: Opportunities and Challenges", the technical symposium discussed how scientific progress and advances in health technologies have contributed to unprecedented improvements in health outcomes. It also pointed to significant challenges such as the unequal distribution of gains in life expectancy and quality of life among low-, middle- and high-income countries, and the persisting inequities within countries. Panellists underlined that in order to bridge these gaps and to tackle the evolving global disease burden, it will be critical to focus on needs-driven research, technological advances for specific diseases, and the accessibility and affordability of new treatments.
Beneficiary institution or audience	This activity was open to government officials from WTO Members and Observers, international organizations and interested individuals.
Technical cooperation provider(s)	The Secretariats of the WHO, WIPO and the WTO
Outputs or impact	The Symposium aimed at providing a forum for an evidence-based exchange of views and experiences among stakeholders and representatives from different sectors. Innovative, inclusive, and multi-stakeholder initiatives and partnerships that research, develop and facilitate access to novel, needs-based health technologies were highlighted. The Symposium aimed at a better understanding of the impact of emerging technologies in achieving universal health coverage and to assist participants to better assess policy options under relevant WTO agreements and envisage possible ways forward.
Website for further information	https://www.wto.org/english/news_e/news19_e/heal_31oct19_e.htm
Contact point for further information	IPD@wto.org

¹ En anglais seulement.

Name of programme or project	WTO Trade and Public Health Workshop
Date and end date	11 November 2019 - 15 November 2019
Beneficiary Member(s) or observer(s)	Belarus; Botswana; Brazil; Chile; Costa Rica; Côte d'Ivoire; Cuba; Ecuador; Jamaica; Kenya; Malawi; Maldives; Mauritius; Myanmar; Nepal; Nigéria; Oman; Philippines; Russian Federation; Kingdom of Saudi Arabia; Senegal; Singapore; Sri Lanka; Suriname; Thailand; Togo; Trinidad and Tobago; Tunisia; Ukraine; Viet Nam
Brief description	The 15th Trade and Public Health Workshop was organized by the WTO in close collaboration with the secretariats of the World Health Organization (WHO) and the World Intellectual Property Organization (WIPO). It followed on from the approach of the WHO-WIPO-WTO publication entitled "Promoting Access to Medical Technologies and Innovation: Intersections between Public Health, Intellectual Property and Trade".
Beneficiary institution or audience	This activity was attended by government officials from health, intellectual property and trade ministries. Self-funded government officials from Czech Republic, European Union and Finland also participated.
Technical cooperation provider(s)	WTO
Outputs or impact	Improved participants' understanding on the relation between trade and public health. Enhanced participants' capacity to address cross-sectoral issues. Fostered participants' understanding of the need for smooth domestic coordination in the areas of trade and public health.
Website for further information	https://www.wto.org/english/news_e/news19_e/heal_15nov19_e.htm
Contact point for further information	IPD@wto.org

Name of programme or project	WTO Secretariat Briefing Session for New WTO Delegates on the Work and Mission of the TRIPS Council
Date and end date	28 January 2020 - 28 January 2020
Beneficiary Member(s) or observer(s)	Afghanistan; Albania; Algeria; Andorra; Angola; Antigua and Barbuda; Argentina; Armenia; Australia; Austria; Azerbaijan; Bahamas; Kingdom of Bahrain; Bangladesh; Barbados; Belarus; Belgium; Belize; Benin; Bhutan; Plurinational State of Bolivia; Bosnia and Herzegovina; Botswana; Brazil; Brunei Darussalam; Bulgaria; Burkina Faso; Burundi; Cabo Verde; Cambodia; Cameroon; Canada; Central African Republic; Chad; Chile; China; Colombia; Comoros; Congo; Costa Rica; Côte d'Ivoire; Croatia; Cuba; Curaçao; Cyprus; Czech Republic; Democratic Republic of the Congo; Denmark; Djibouti; Dominica; Dominican Republic; Ecuador; Egypt; El Salvador; Equatorial Guinea; Estonia; Eswatini; Ethiopia; European Union; Fiji; Finland; France; Gabon; The Gambia; Georgia; Germany; Ghana; Greece; Grenada; Guatemala; Guinea; Guinea-Bissau; Guyana; Haiti; Holy See; Honduras; Hong Kong, China; Hungary; Iceland; India; Indonesia; Iran; Iraq; Ireland; Israel; Italy; Jamaica; Japan; Jordan; Kazakhstan; Kenya; Republic of Korea; the State of Kuwait; Kyrgyz Republic; Lao People's Democratic Republic; Latvia; Lebanese Republic; Lesotho; Liberia; Libya; Liechtenstein; Lithuania; Luxembourg; Macao, China; Madagascar; Malawi; Malaysia; Maldives; Mali; Malta; Mauritania; Mauritius; Mexico; Republic of Moldova; Mongolia; Montenegro; Morocco; Mozambique; Myanmar; Namibia; Nepal; Netherlands; New Zealand; Nicaragua; Niger; Nigéria; North Macedonia; Norway; Oman; Pakistan; Panama; Papua New Guinea; Paraguay; Peru; Philippines; Poland; Portugal; Qatar; Romania; Russian Federation; Rwanda; Saint Kitts and Nevis; Saint Lucia; Saint Vincent and the Grenadines; Samoa; Sao Tomé and Príncipe; Kingdom of Saudi Arabia; Senegal; Serbia; Seychelles; Sierra Leone; Singapore; Slovak Republic; Slovenia; Solomon Islands; Somalia; South Africa; South Sudan; Spain; Sri Lanka; Sudan; Suriname; Sweden; Switzerland; Syria; The Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu; Tajikistan; Tanzania; Thailand; Timor-Leste; Togo; Tonga; Trinidad and Tobago; Tunisia; Turkey; Uganda; Ukraine; United Arab Emirates; United Kingdom; United States of America; Uruguay; Uzbekistan; Vanuatu; Bolivarian Republic of Venezuela; Viet Nam; Yemen; Zambia; Zimbabwe
Brief description	The Secretariat Briefing Session aimed to help new delegates prepare for and make full use of the TRIPS Council meetings. It provided a technical overview of the role and functioning of the TRIPS Council, and explained the factual background, purpose and subject matter of the items on the current agenda for the next formal meeting of the Council. While the Briefing Session was primarily intended to introduce newcomers to the TRIPS Council, all delegations were welcome to attend. The Briefing Session also provided an introduction and live demonstration of online tools available to submit and access TRIPS-related information. These include the online meeting calendar and subscription to online alerts regarding the circulation of new TRIPS-related documents, use of the e-TRIPS Submission System to comply with TRIPS notification requirements and submit reports, and use of the e-TRIPS Gateway to browse and search most TRIPS-related documents and information online.
Beneficiary institution or audience	This activity was open to government officials of all WTO Members and Observers, as well as international intergovernmental organizations granted observer status to the TRIPS Council.
Technical cooperation provider(s)	WTO
Outputs or impact	The aim of the briefing was to help delegates prepare for TRIPS Council meetings and become familiarized with the various online tools available to receive, submit and access TRIPS-related information, including the e-TRIPS Submission System and e-TRIPS Gateway.
Website for further information	https://www.wto.org/english/tratop_e/trips_e/intel9_e.htm
Contact point for further information	IPD@wto.org

Name of programme or project	Workshop on the Implementation of Article 66.2 of the TRIPS Agreement (incentives to transfer technology to LDCs)
Date and end date	4 February 2020 - 6 February 2020
Beneficiary Member(s) or observer(s)	Bangladesh; Bhutan; Burkina Faso; Cambodia; Chad; Djibouti; The Gambia; Lao People's Democratic Republic; Malawi; Mali; Rwanda; Solomon Islands; Sudan; Vanuatu; Zambia
Brief description	The Workshop built upon a past series of workshops that have been convened annually in conjunction with sessions of the TRIPS Council aimed at strengthening cooperation in this area, and aimed to chart ways forward to enhance future dialogue, cooperation and effective use of transparency tools. The activity comprised two integrated sessions: two days of workshop sessions on 4 – 5 February and attendance and reporting under the agenda item "Follow-up to the Seventeenth Annual Review under Paragraph 2 of the Decision on the Implementation of Article 66.2 of the TRIPS Agreement". The workshop segments on 4 – 5 February included presentations by WTO trainers as well as partner institutions and regional organizations on technology transfer to LDCs. Additionally, LDC participants delivered presentations on their priority needs for technological development, related technology transfer projects and their experience with projects discussed in the reports from developed country Members on the implementation of TRIPS Article 66.2 (incentives to transfer technology to LDCs). Further, capital-based delegates from developed country Members discussed their 2019 reports. The second session was the LDC participants' attendance and reporting to the TRIPS Council, in particular, under the agenda item designated for discussing the implementation of TRIPS Article 66.2.
Beneficiary institution or audience	This activity was attended by government officials from WTO LDC Members and Observers.
Technical cooperation provider(s)	WTO
Outputs or impact	Enhanced coordination between LDCs and their cooperation partners in support of technology transfer projects in line with existing and planned initiatives and specific LDC national priorities. Enhanced the understanding of LDC priority areas for technological development. Exchanged views about projects reported in TRIPS Article 66.2 reports, and to develop more effective means of using this transparency mechanism as a tool for development cooperation.
Website for further information	https://www.wto.org/english/tratop_e/trips_e/intel9_e.htm
Contact point for further information	IPD@wto.org

Name of programme or project	National Seminar on TRIPS Agreement
Date and end date	5 November 2019 - 6 November 2019
Beneficiary Member(s) or observer(s)	Belarus
Brief description	This national workshop on the TRIPS Agreement, held at Belarus' request, was designed to build Belarus' capacity for implementation of the TRIPS Agreement in advance of its foreseen accession to the WTO. The event covered a number of substantive areas of the TRIPS Agreement (i.e., standards on copyright and related rights, geographical indications, undisclosed information, IP enforcement) and also covered TRIPS transparency mechanisms and tools, as well as TRIPS-related WTO disputes.
Beneficiary institution or audience	This activity was attended by government officials.
Technical cooperation provider(s)	WTO
Outputs or impact	Enhanced understanding of the TRIPS Agreement and the relationship between the TRIPS Agreement and key areas of public policy. Enhanced understanding of TRIPS notification obligations and strengthened their capacity to use WTO TRIPS databases to submit and consult TRIPS notifications and other TRIPS information. Enhanced understanding of the TRIPS Agreement standards on copyright and related rights, geographical indications, undisclosed information, IP enforcement and TRIPS-related WTO disputes.
Website for further information	https://www.wto.org/english/tratop_e/trips_e/intel9_e.htm
Contact point for further information	IPD@wto.org

Name of programme or project	TRIPS National Workshop for Vanuatu: The Acceptance of the TRIPS Amendment by Vanuatu and its Implementation into Domestic Law
Date and end date	16 July 2020 - 16 July 2020
Beneficiary Member(s) or observer(s)	Vanuatu
Brief description	This workshop responded, in part, to a request from Vanuatu for a national workshop on the TRIPS Agreement and public health issues. This activity focused on three main issues: i) issues related to the acceptance of the Protocol Amending the TRIPS Agreement; ii) issues related to the incorporation of the Special Compulsory Licensing System into domestic law; and iii) TRIPS transparency mechanisms related to the Special Compulsory Licensing System.
Beneficiary institution or audience	This activity was attended by government officials.
Technical cooperation provider(s)	WTO
Outputs or impact	Enhanced understanding of issues related to the acceptance of the Protocol Amending the TRIPS Agreement. Enhanced their understanding of issues related to the incorporation of the Special Compulsory Licensing System into domestic law. Enhanced their understanding of TRIPS transparency mechanisms related to the Special Compulsory Licensing System.
Website for further information	https://www.wto.org/english/tratop_e/trips_e/intel9_e.htm
Contact point for further information	IPD@wto.org

Name of programme or project	TRIPS Transparency Webinars
Date and end date	16 July 2020 - 16 July 2020
Beneficiary Member(s) or observer(s)	Afghanistan; Albania; Algeria; Andorra; Angola; Antigua and Barbuda; Argentina; Armenia; Australia; Austria; Azerbaijan; Bahamas; Kingdom of Bahrain; Bangladesh; Barbados; Belarus; Belgium; Belize; Benin; Bhutan; Plurinational State of Bolivia; Bosnia and Herzegovina; Botswana; Brazil; Brunei Darussalam; Bulgaria; Burkina Faso; Burundi; Cabo Verde; Cambodia; Cameroon; Canada; Central African Republic; Chad; Chile; China; Colombia; Comoros; Congo; Costa Rica; Côte d'Ivoire; Croatia; Cuba; Curaçao; Cyprus; Czech Republic; Democratic Republic of the Congo; Denmark; Djibouti; Dominica; Dominican Republic; Ecuador; Egypt; El Salvador; Equatorial Guinea; Estonia; Eswatini; Ethiopia; European Union; Fiji; Finland; France; Gabon; The Gambia; Georgia; Germany; Ghana; Greece; Grenada; Guatemala; Guinea; Guinea-Bissau; Guyana; Haiti; Holy See; Honduras; Hong Kong, China; Hungary; Iceland; India; Indonesia; Iran; Iraq; Ireland; Israel; Italy; Jamaica; Japan; Jordan; Kazakhstan; Kenya; Republic of Korea; the State of Kuwait; Kyrgyz Republic; Lao People's Democratic Republic; Latvia; Lebanese Republic; Lesotho; Liberia; Libya; Liechtenstein; Lithuania; Luxembourg; Macao, China; Madagascar; Malawi; Malaysia; Maldives; Mali; Malta; Mauritania; Mauritius; Mexico; Republic of Moldova; Mongolia; Montenegro; Morocco; Mozambique; Myanmar; Namibia; Nepal; Netherlands; New Zealand; Nicaragua; Niger; Nigéria; North Macedonia; Norway; Oman; Pakistan; Panama; Papua New Guinea; Paraguay; Peru; Philippines; Poland; Portugal; Qatar; Romania; Russian Federation; Rwanda; Saint Kitts and Nevis; Saint Lucia; Saint Vincent and the Grenadines; Samoa; Sao Tomé and Príncipe; Kingdom of Saudi Arabia; Senegal; Serbia; Seychelles; Sierra Leone; Singapore; Slovak Republic; Slovenia; Solomon Islands; Somalia; South Africa; South Sudan; Spain; Sri Lanka; Sudan; Suriname; Sweden; Switzerland; Syria; The Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu; Tajikistan; Tanzania; Thailand; Timor-Leste; Togo; Tonga; Trinidad and Tobago; Tunisia; Turkey; Uganda; Ukraine; United Arab Emirates; United Kingdom; United States of America; Uruguay; Uzbekistan; Vanuatu; Bolivarian Republic of Venezuela; Viet Nam; Yemen; Zambia; Zimbabwe
Brief description	This interactive webinar explained the use of the e-TRIPS Submission System – including recently added features – to submit reports to the TRIPS Council. A live demonstration was followed by a question and answer session. Two sessions were held to facilitate participation from different time zones.
Beneficiary institution or audience	This activity was open to government officials of all WTO Members and Observers, as well as international intergovernmental organizations granted observer status to the TRIPS Council.
Technical cooperation provider(s)	WTO
Outputs or impact	Increased awareness and use of the e-TRIPS Submission System as a tool for submitting annual reports on technology transfer to LDCs (Article 66.2 of the TRIPS Agreement) and reports on technical cooperation activities (Article 67 of the TRIPS Agreement). Increased understanding of the benefits to consumers of these reports (Members, IGOs, academics, and the general public) of submitting reports through the e-TRIPS Submission System).
Website for further information	https://www.wto.org/english/tratop_e/trips_e/intel9_e.htm
Contact point for further information	IPD@wto.org

Name of programme or project	Forum on Global Trade, Technology Innovation, and Intellectual Property
Date and end date	14 January 2020 - 15 January 2020
Beneficiary Member(s) or observer(s)	China
Brief description	The 2020 Forum on Global Trade, Technology Innovation and Intellectual Property, co-organized by the WTO, Chinese Academy of International Trade and Economic Cooperation (CAITEC) and Intellectual Property Development and Research Centre and the China National Intellectual Property Administration took place in January 2020. The Forum invited thirty leading experts from the WTO Secretariat, the WIPO China Office, European Union and Brazil Embassies in Beijing, Chinese IP courts, IP administrative authorities, foreign and domestic industries, consumer associations, and academia; and brought together approximately 210 policymakers, researchers, diplomats and industry leaders from across China. The programme covered a wide range of IPRs issues arising from the platform economy which were significant for trade, innovation, consumer welfare and market access for SMEs.
Beneficiary institution or audience	This activity was attended by government officials and other stakeholders, including foreign and domestic industries, consumer associations and academia.
Technical cooperation provider(s)	Chinese Academy of International Trade and Economic Cooperation (CAITEC) and Intellectual Property Development and Research Centre, the China National Intellectual Property Administration, the WTO
Outputs or impact	Enhanced understanding of the impact of the platform economy on trade of IP sensitive products, and the economic importance and value of IPRs in the platform economy. Exchanged and shared the national and regional legislation, regulations and jurisprudence on the issue of online intermediary liability, which is a key issue for IP legal regimes. Better understanding of the challenges arising in the administrative enforcement of IPRs and technological solutions in strengthening IP protection in the platform economy.
Website for further information	https://www.wto.org/english/tratop_e/trips_e/intel9_e.htm
Contact point for further information	IPD@wto.org

Name of programme or project	Second Intellectual Property and Innovation Researchers of Asia (IPIRA) Conference
Date and end date	27 February 2020 - 29 February 2020
Beneficiary Member(s) or observer(s)	
Brief description	This activity forms part of the WTO's long-running collaboration with the academic community with the main purpose of strengthening the academic community's contribution to the IP and trade policymaking process. The activity consisted of presentations and exchange of views of empirical research papers from university professors and policy makers with a focus on IP law-related issues in Asia, with a particular focus on distinct challenges for policymakers in developing countries in the region.
Beneficiary institution or audience	This activity was attended by government officials, academics and other stakeholders.
Technical cooperation provider(s)	The Second IPIRA Conference was a collaboration between the Faculty of Law, Universitas Indonesia as local host, Texas A&M University School of Law, the School of Law, University of Geneva, and the Secretariats of the WIPO and WTO.
Outputs or impact	Gained increased awareness of empirical research and analysis on emerging IP-related issues in developing countries, with a focus on the Asian region. Exchanged views, best practices and ideas with respect to enhancing the interaction among IP policy-makers and the academic community regarding the development of IP and trade policy-making.
Website for further information	https://www.wto.org/english/news_e/news20_e/trip_28feb20_e.htm
Contact point for further information	IPD@wto.org

Name of programme or project	Secretariat Briefing on TRIPS Non-violation and Situation Complaints
Date and end date	3 September 2020 - 3 September 2020
Beneficiary Member(s) or observer(s)	Afghanistan; Albania; Algeria; Andorra; Angola; Antigua and Barbuda; Argentina; Armenia; Australia; Austria; Azerbaijan; Bahamas; Kingdom of Bahrain; Bangladesh; Barbados; Belarus; Belgium; Belize; Benin; Bhutan; Plurinational State of Bolivia; Bosnia and Herzegovina; Botswana; Brazil; Brunei Darussalam; Bulgaria; Burkina Faso; Burundi; Cabo Verde; Cambodia; Cameroon; Canada; Central African Republic; Chad; Chile; China; Colombia; Comoros; Congo; Costa Rica; Côte d'Ivoire; Croatia; Cuba; Curaçao; Cyprus; Czech Republic; Democratic Republic of the Congo; Denmark; Djibouti; Dominica; Dominican Republic; Ecuador; Egypt; El Salvador; Equatorial Guinea; Estonia; Eswatini; Ethiopia; European Union; Fiji; Finland; France; Gabon; The Gambia; Georgia; Germany; Ghana; Greece; Grenada; Guatemala; Guinea; Guinea-Bissau; Guyana; Haiti; Holy See; Honduras; Hong Kong, China; Hungary; Iceland; India; Indonesia; Iran; Iraq; Ireland; Israel; Italy; Jamaica; Japan; Jordan; Kazakhstan; Kenya; Republic of Korea; the State of Kuwait; Kyrgyz Republic; Lao People's Democratic Republic; Latvia; Lebanese Republic; Lesotho; Liberia; Libya; Liechtenstein; Lithuania; Luxembourg; Macao, China; Madagascar; Malawi; Malaysia; Maldives; Mali; Malta; Mauritania; Mauritius; Mexico; Republic of Moldova; Mongolia; Montenegro; Morocco; Mozambique; Myanmar; Namibia; Nepal; Netherlands; New Zealand; Nicaragua; Niger; Nigéria; North Macedonia; Norway; Oman; Pakistan; Panama; Papua New Guinea; Paraguay; Peru; Philippines; Poland; Portugal; Qatar; Romania; Russian Federation; Rwanda; Saint Kitts and Nevis; Saint Lucia; Saint Vincent and the Grenadines; Samoa; Sao Tomé and Príncipe; Kingdom of Saudi Arabia; Senegal; Serbia; Seychelles; Sierra Leone; Singapore; Slovak Republic; Slovenia; Solomon Islands; Somalia; South Africa; South Sudan; Spain; Sri Lanka; Sudan; Suriname; Sweden; Switzerland; Syria; The Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu; Tajikistan; Tanzania; Thailand; Timor-Leste; Togo; Tonga; Trinidad and Tobago; Tunisia; Turkey; Uganda; Ukraine; United Arab Emirates; United Kingdom; United States of America; Uruguay; Uzbekistan; Vanuatu; Bolivarian Republic of Venezuela; Viet Nam; Yemen; Zambia; Zimbabwe
Brief description	This Secretariat briefing provided factual background information on the origin and application of non-violation and situation complaints (NVSCs) in the WTO, on the discussion on NVSCs in the context of the TRIPS Agreement, and on NVSC provisions in regional trade agreements.
Beneficiary institution or audience	This activity was open to government officials of all WTO Members and Observers, as well as international intergovernmental organizations granted observer status to the TRIPS Council.
Technical cooperation provider(s)	WTO
Outputs or impact	The purpose of Secretariat briefings is to provide factual background information to delegations in order to enable them to engage in substantive discussions and to facilitate the Council's consideration of these matters.
Website for further information	https://www.wto.org/english/tratop_e/trips_e/intel9_e.htm
Contact point for further information	IPD@wto.org

Name of programme or project	IP and Trade Policy Today: The New EU Approach to Internet Platform Liability for Copyright Infringement
Date and end date	16 June 2020 - 16 June 2020
Beneficiary Member(s) or observer(s)	Afghanistan; Albania; Algeria; Andorra; Angola; Antigua and Barbuda; Argentina; Armenia; Australia; Austria; Azerbaijan; Bahamas; Kingdom of Bahrain; Bangladesh; Barbados; Belarus; Belgium; Belize; Benin; Bhutan; Plurinational State of Bolivia; Bosnia and Herzegovina; Botswana; Brazil; Brunei Darussalam; Bulgaria; Burkina Faso; Burundi; Cabo Verde; Cambodia; Cameroon; Canada; Central African Republic; Chad; Chile; China; Colombia; Comoros; Congo; Costa Rica; Côte d'Ivoire; Croatia; Cuba; Curaçao; Cyprus; Czech Republic; Democratic Republic of the Congo; Denmark; Djibouti; Dominica; Dominican Republic; Ecuador; Egypt; El Salvador; Equatorial Guinea; Estonia; Eswatini; Ethiopia; European Union; Fiji; Finland; France; Gabon; The Gambia; Georgia; Germany; Ghana; Greece; Grenada; Guatemala; Guinea; Guinea-Bissau; Guyana; Haiti; Holy See; Honduras; Hong Kong, China; Hungary; Iceland; India; Indonesia; Iran; Iraq; Ireland; Israel; Italy; Jamaica; Japan; Jordan; Kazakhstan; Kenya; Republic of Korea; the State of Kuwait; Kyrgyz Republic; Lao People's Democratic Republic; Latvia; Lebanese Republic; Lesotho; Liberia; Libya; Liechtenstein; Lithuania; Luxembourg; Macao, China; Madagascar; Malawi; Malaysia; Maldives; Mali; Malta; Mauritania; Mauritius; Mexico; Republic of Moldova; Mongolia; Montenegro; Morocco; Mozambique; Myanmar; Namibia; Nepal; Netherlands; New Zealand; Nicaragua; Niger; Nigéria; North Macedonia; Norway; Oman; Pakistan; Panama; Papua New Guinea; Paraguay; Peru; Philippines; Poland; Portugal; Qatar; Romania; Russian Federation; Rwanda; Saint Kitts and Nevis; Saint Lucia; Saint Vincent and the Grenadines; Samoa; Sao Tomé and Príncipe; Kingdom of Saudi Arabia; Senegal; Serbia; Seychelles; Sierra Leone; Singapore; Slovak Republic; Slovenia; Solomon Islands; Somalia; South Africa; South Sudan; Spain; Sri Lanka; Sudan; Suriname; Sweden; Switzerland; Syria; The Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu; Tajikistan; Tanzania; Thailand; Timor-Leste; Togo; Tonga; Trinidad and Tobago; Tunisia; Turkey; Uganda; Ukraine; United Arab Emirates; United Kingdom; United States of America; Uruguay; Uzbekistan; Vanuatu; Bolivarian Republic of Venezuela; Viet Nam; Yemen; Zambia; Zimbabwe
Brief description	This IP and Trade Policy Today Seminar focused on the new EU approach to internet platform liability for copyright infringement with particular emphasis on the pros and cons of institutionalized algorithmic enforcement.
Beneficiary institution or audience	This activity was open to government officials of all WTO Members and Observers, as well as international intergovernmental organizations.
Technical cooperation provider(s)	WTO
Outputs or impact	IP and Trade Policy Today Seminar series aims to provide a platform for the presentation of empirical research and analysis on emerging IP issues and allow for an exchange of views and discussion.
Website for further information	https://www.wto.org/english/tratop_e/trips_e/intel9_e.htm
Contact point for further information	IPD@wto.org

Name of programme or project	IP and Trade Policy Today: The Protection of Non-Traditional Trademarks under International and Comparative IP Law with a Focus on Pharmaceuticals and Medical Devices
Date and end date	3 February 2020 - 3 February 2020
Beneficiary Member(s) or observer(s)	Afghanistan; Albania; Algeria; Andorra; Angola; Antigua and Barbuda; Argentina; Armenia; Australia; Austria; Azerbaijan; Bahamas; Kingdom of Bahrain; Bangladesh; Barbados; Belarus; Belgium; Belize; Benin; Bhutan; Plurinational State of Bolivia; Bosnia and Herzegovina; Botswana; Brazil; Brunei Darussalam; Bulgaria; Burkina Faso; Burundi; Cabo Verde; Cambodia; Cameroon; Canada; Central African Republic; Chad; Chile; China; Colombia; Comoros; Congo; Costa Rica; Côte d'Ivoire; Croatia; Cuba; Curaçao; Cyprus; Czech Republic; Democratic Republic of the Congo; Denmark; Djibouti; Dominica; Dominican Republic; Ecuador; Egypt; El Salvador; Equatorial Guinea; Estonia; Eswatini; Ethiopia; European Union; Fiji; Finland; France; Gabon; The Gambia; Georgia; Germany; Ghana; Greece; Grenada; Guatemala; Guinea; Guinea-Bissau; Guyana; Haiti; Holy See; Honduras; Hong Kong, China; Hungary; Iceland; India; Indonesia; Iran; Iraq; Ireland; Israel; Italy; Jamaica; Japan; Jordan; Kazakhstan; Kenya; Republic of Korea; the State of Kuwait; Kyrgyz Republic; Lao People's Democratic Republic; Latvia; Lebanese Republic; Lesotho; Liberia; Libya; Liechtenstein; Lithuania; Luxembourg; Macao, China; Madagascar; Malawi; Malaysia; Maldives; Mali; Malta; Mauritania; Mauritius; Mexico; Republic of Moldova; Mongolia; Montenegro; Morocco; Mozambique; Myanmar; Namibia; Nepal; Netherlands; New Zealand; Nicaragua; Niger; Nigéria; North Macedonia; Norway; Oman; Pakistan; Panama; Papua New Guinea; Paraguay; Peru; Philippines; Poland; Portugal; Qatar; Romania; Russian Federation; Rwanda; Saint Kitts and Nevis; Saint Lucia; Saint Vincent and the Grenadines; Samoa; Sao Tomé and Príncipe; Kingdom of Saudi Arabia; Senegal; Serbia; Seychelles; Sierra Leone; Singapore; Slovak Republic; Slovenia; Solomon Islands; Somalia; South Africa; South Sudan; Spain; Sri Lanka; Sudan; Suriname; Sweden; Switzerland; Syria; The Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu; Tajikistan; Tanzania; Thailand; Timor-Leste; Togo; Tonga; Trinidad and Tobago; Tunisia; Turkey; Uganda; Ukraine; United Arab Emirates; United Kingdom; United States of America; Uruguay; Uzbekistan; Vanuatu; Bolivarian Republic of Venezuela; Viet Nam; Yemen; Zambia; Zimbabwe
Brief description	This IP and Trade Policy Today Seminar focused on the protection of non-traditional trademarks under international and comparative intellectual property law with a particular focus on non-traditional trademarks as they are applied to pharmaceutical products and selected medical devices.
Beneficiary institution or audience	This activity was open to government officials of all WTO Members and Observers, as well as international intergovernmental organizations.
Technical cooperation provider(s)	WTO
Outputs or impact	IP and Trade Policy Today Seminar series aims to provide a platform for the presentation of empirical research and analysis on emerging IP issues and allow for an exchange of views and discussion.
Website for further information	https://www.wto.org/english/tratop_e/trips_e/intel9_e.htm
Contact point for further information	IPD@wto.org

Name of programme or project	ILO/ITC and WIPO Master of Laws in Intellectual Property
Date and end date	5 February 2020 - 5 February 2020
Beneficiary Member(s) or observer(s)	
Brief description	The WTO Secretariat was invited to deliver the session on TRIPS and TRIPS-related dispute settlement and jurisprudence, which included a case study.
Beneficiary institution or audience	Students of the Master of Laws in Intellectual Property, as selected by the technical cooperation providers.
Technical cooperation provider(s)	WIPO, University of Turin-Department of Law, International Training Centre of the International Labour Organization.
Outputs or impact	This activity aims to give a detailed overview of IP topics, including the latest developments in the field.
Website for further information	https://welc.wipo.int/uploads/LLM_TURIN_2018.pdf
Contact point for further information	IPD@wto.org

Name of programme or project	IP and Trade Policy Today: Gene-Editing Technologies
Date and end date	12 November 2019 - 12 November 2019
Beneficiary Member(s) or observer(s)	Afghanistan; Albania; Algeria; Andorra; Angola; Antigua and Barbuda; Argentina; Armenia; Australia; Austria; Azerbaijan; Bahamas; Kingdom of Bahrain; Bangladesh; Barbados; Belarus; Belgium; Belize; Benin; Bhutan; Plurinational State of Bolivia; Bosnia and Herzegovina; Botswana; Brazil; Brunei Darussalam; Bulgaria; Burkina Faso; Burundi; Cabo Verde; Cambodia; Cameroon; Canada; Central African Republic; Chad; Chile; China; Colombia; Comoros; Congo; Costa Rica; Côte d'Ivoire; Croatia; Cuba; Curaçao; Cyprus; Czech Republic; Democratic Republic of the Congo; Denmark; Djibouti; Dominica; Dominican Republic; Ecuador; Egypt; El Salvador; Equatorial Guinea; Estonia; Eswatini; Ethiopia; European Union; Fiji; Finland; France; Gabon; The Gambia; Georgia; Germany; Ghana; Greece; Grenada; Guatemala; Guinea; Guinea-Bissau; Guyana; Haiti; Holy See; Honduras; Hong Kong, China; Hungary; Iceland; India; Indonesia; Iran; Iraq; Ireland; Israel; Italy; Jamaica; Japan; Jordan; Kazakhstan; Kenya; Republic of Korea; the State of Kuwait; Kyrgyz Republic; Lao People's Democratic Republic; Latvia; Lebanese Republic; Lesotho; Liberia; Libya; Liechtenstein; Lithuania; Luxembourg; Macao, China; Madagascar; Malawi; Malaysia; Maldives; Mali; Malta; Mauritania; Mauritius; Mexico; Republic of Moldova; Mongolia; Montenegro; Morocco; Mozambique; Myanmar; Namibia; Nepal; Netherlands; New Zealand; Nicaragua; Niger; Nigéria; North Macedonia; Norway; Oman; Pakistan; Panama; Papua New Guinea; Paraguay; Peru; Philippines; Poland; Portugal; Qatar; Romania; Russian Federation; Rwanda; Saint Kitts and Nevis; Saint Lucia; Saint Vincent and the Grenadines; Samoa; Sao Tomé and Príncipe; Kingdom of Saudi Arabia; Senegal; Serbia; Seychelles; Sierra Leone; Singapore; Slovak Republic; Slovenia; Solomon Islands; Somalia; South Africa; South Sudan; Spain; Sri Lanka; Sudan; Suriname; Sweden; Switzerland; Syria; The Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu; Tajikistan; Tanzania; Thailand; Timor-Leste; Togo; Tonga; Trinidad and Tobago; Tunisia; Turkey; Uganda; Ukraine; United Arab Emirates; United Kingdom; United States of America; Uruguay; Uzbekistan; Vanuatu; Bolivarian Republic of Venezuela; Viet Nam; Yemen; Zambia; Zimbabwe
Brief description	This IP and Trade Policy Today Seminar focused on overview of gene editing technologies that are currently being developed; regulation of gene editing technologies and their marketing approval; access to the technologies once they are developed, including the management of intellectual property rights; and ethical questions arising with respect to the development and use of these ground-breaking technologies.
Beneficiary institution or audience	This activity was open to government officials of all WTO Members and Observers, as well as international intergovernmental organizations.
Technical cooperation provider(s)	WTO
Outputs or impact	IP and Trade Policy Today Seminar series aims to provide a platform for the presentation of empirical research and analysis on emerging IP issues and allow for an exchange of views and discussion.
Website for further information	https://www.wto.org/english/tratop_e/trips_e/intel9_e.htm
Contact point for further information	IPD@wto.org